

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/263

21 avril 1998

(98-1598)

Original: anglais

REUNION MINISTERIELLE DU GROUPE DE CAIRNS (Sydney, 1er-3 avril 1998)

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1998.

Le Groupe de Cairns a tenu sa dix-huitième Réunion ministérielle du 1er au 3 avril 1998. J'ai le plaisir de vous transmettre le texte du communiqué ministériel et de la déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns publiés le 3 avril 1998 à Sydney, Australie.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le communiqué¹ et la déclaration sur la vision d'avenir² aux Membres de l'OMC en tant que communication du Groupe de Cairns.

¹Annexe 1.

²Annexe 2.

ANNEXE I

Réunion ministérielle du Groupe de Cairns: Sydney, 1er-3 avril 1998

Communiqué

Les membres du Groupe de Cairns ont tenu leur dix-huitième Réunion ministérielle à Sydney (Australie) du 1er au 3 avril 1998.

Les Ministres ont souhaité la bienvenue à l'Afrique du Sud en tant que dernier pays à s'être joint au Groupe de Cairns et premier pays africain membre. Ils ont fait observer que la participation de l'Afrique du Sud renforcerait la capacité du Groupe de travailler à la mise en place d'un système de commerce international des produits agricoles plus équitable et plus libre.

Les Ministres se sont aussi félicités de la tenue à Sydney de la première réunion des chefs de file du secteur agricole dans le cadre du Groupe de Cairns et de leur déclaration énergique en faveur des efforts déployés par le Groupe pour libéraliser encore le commerce des produits agricoles lors des nouvelles négociations de l'OMC sur l'agriculture qui commenceront en 1999.

Les Ministres ont rappelé l'objectif commun convenu à la réunion de Rio en 1997, à savoir que les prochaines négociations de l'OMC sur le commerce des produits agricoles doivent aboutir à une réforme fondamentale qui mette l'agriculture sur le même pied que les autres secteurs du commerce mondial. A cet égard, les Ministres ont adopté la "Déclaration relative à une vision d'avenir", jointe en annexe, qui définit les objectifs du Groupe de Cairns dans les trois secteurs clés que sont les subventions à l'exportation, l'accès aux marchés et le soutien interne.

Les Ministres ont demandé qu'à la Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir en mai soit lancé un processus préparatoire permettant de définir efficacement le mandat et la structure des négociations sur l'agriculture, convenus en tant qu'éléments du "programme incorporé" du Cycle d'Uruguay, afin que des négociations de fond puissent commencer d'ici à la fin de 1999.

Les Ministres sont aussi convenus d'utiliser toutes les possibilités qui leur sont offertes, y compris les travaux dans d'autres enceintes et les contacts qu'ils entretiennent dans les organisations régionales compétentes et autres groupements pour promouvoir la "vision d'avenir" du Groupe de Cairns. A partir d'aujourd'hui et jusqu'aux négociations de 1999, le Groupe resserrera ses liens et ses contacts avec d'autres Membres de l'OMC, et en particulier s'efforcera de démontrer que le processus de réforme de l'agriculture profitera à tous les pays en développement et à tous les pays les moins avancés.

En ce qui concerne le programme de travail convenu à leur réunion de Rio en 1997, les Ministres ont décidé que les membres du Groupe continueraient de travailler en étroite collaboration, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre complète des engagements relatifs à l'agriculture et aux mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris la fourniture d'une assistance technique; pour garantir que les nouveaux Membres de l'OMC se conforment pleinement aux disciplines de l'OMC dans le domaine agricole; dans les débats sur les relations entre le commerce et l'environnement; et dans le cadre du processus d'analyse et d'échange d'informations relatif aux nouvelles négociations.

Les Ministres sont convenus qu'il ne fallait pas utiliser l'examen de l'Accord SPS comme un prétexte pour relâcher les disciplines actuelles sur la base d'arguments non scientifiques. Il convenait de distinguer clairement les préoccupations fondées sur des considérations objectives et scientifiques de celles qui reposaient sur des appréciations subjectives. L'examen de l'Accord sur les mesures

sanitaires et phytosanitaires devait contribuer à améliorer les procédures de notification, à accroître la transparence et à éviter la mise en place d'obstacles injustifiés et arbitraires au commerce.

Les Ministres ont noté que malgré l'engagement pris dans l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay, les négociations tenues dans le cadre de l'OCDE n'avaient pas permis jusqu'ici d'élaborer des disciplines efficaces concernant l'utilisation des crédits à l'exportation de produits agricoles et ils ont prié instamment tous les participants de chercher activement à établir d'urgence des disciplines efficaces.

Les Ministres se sont déclarés très préoccupés des répercussions de la crise financière asiatique. Ils ont estimé que le maintien de marchés mondiaux libres et ouverts faciliterait le redressement rapide des pays touchés.

Les Ministres sont convenus que le Groupe de Cairns se réunirait à nouveau au niveau ministériel en mai lors de la Conférence ministérielle de l'OMC pour poursuivre l'examen des stratégies du Groupe et que la réunion suivante aurait lieu à Mar del Plata (Argentine) en 1999.

ANNEXE 2"Vision d'avenir " du Groupe de Cairns concernant les négociations
de l'OMC sur l'agriculture"Nécessité d'achever la tâche"

Le Groupe de Cairns, constitué de pays qui pratiquent le commerce des produits agricoles dans des conditions loyales, réaffirme l'engagement qu'il a pris de mettre en place pour ce secteur un système commercial équitable et orienté vers le marché, conformément aux objectifs de l'Accord sur l'agriculture. A cette fin, tous les membres du Groupe de Cairns se déclarent fermement décidés à faire en sorte que les prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture aboutissent à une réforme fondamentale qui mette le commerce des produits agricoles sur le même pied que le commerce des autres marchandises. Toutes les subventions qui faussent les échanges doivent être éliminées et l'accès aux marchés doit être sensiblement amélioré pour que le commerce des produits agricoles puisse se développer sur la base du libre jeu des mécanismes du marché.

Les négociateurs du Cycle d'Uruguay ont défini un cadre fondé sur des règles pour le commerce des produits agricoles et adopté une première mesure importante en réduisant le soutien et la protection accordés au secteur agricole. Le niveau de l'aide dans les pays de l'OCDE reste cependant très élevé, et les transferts totaux à l'agriculture ont atteint 280 milliards de dollars EU en 1997. De plus, des obstacles importants continuent de limiter les possibilités d'accès aux marchés pour de nombreux produits. Les négociations qui vont commencer en 1999 doivent aboutir à une amélioration considérable des règles, à l'élimination des subventions qui faussent les prix, la production et le commerce et à une réduction substantielle des niveaux de protection.

L'achèvement de la libéralisation du commerce des produits agricoles apportera des avantages importants du point de vue de la croissance économique, de l'amélioration du bien-être, de la sécurité alimentaire et du développement durable.

L'existence de sources d'approvisionnement plus diversifiées et plus fiables améliorera la sécurité alimentaire, car un plus grand nombre d'agriculteurs, y compris les agriculteurs pauvres des pays en développement, seront en mesure de réagir aux forces du marché et de mettre à profit les nouvelles possibilités génératrices de revenu, sans avoir à supporter la charge de la concurrence de produits fortement subventionnés. On ne doit pas laisser les restrictions à l'exportation perturber l'approvisionnement des marchés mondiaux en produits alimentaires, en particulier pour les pays qui sont des importateurs nets de ces produits.

Dans de nombreux cas, les subventions agricoles et les mesures restreignant l'accès aux marchés ont encouragé des pratiques agricoles qui nuisent à l'environnement. La réforme de ces politiques peut contribuer au développement d'une agriculture écologiquement viable.

Le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, y compris les pays les moins avancés et les petits Etats, doit aussi continuer de faire partie intégrante des prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture. Il faut que le cadre de la libéralisation continue de contribuer à la satisfaction des besoins de développement économique de ces Membres de l'OMC, y compris leurs besoins d'assistance technique.

A mesure que les préparatifs des négociations sur l'agriculture s'intensifieront, le Groupe de Cairns insistera pour que soit mis en place un cadre global couvrant tous les secteurs qui touchent au

commerce des produits agricoles. Il sera essentiel à cet égard d'obtenir des engagements nouveaux, spécifiques et de grande portée dans chacun des trois secteurs de la réforme.

Subventions à l'exportation

Le maintien des subventions à l'exportation est injustifié. Il est indispensable que les négociations de 1999 garantissent l'élimination rapide et totale et l'interdiction de ces politiques inéquitables et sources de distorsions sous toutes leurs formes. Il convient de fixer des règles claires pour prévenir toute forme de contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation. D'autre part, les crédits à l'exportation de produits agricoles doivent être soumis à des disciplines internationales efficaces en vue de mettre fin au subventionnement de ces crédits par les gouvernements.

Accès aux marchés

Les possibilités d'accès aux marchés des produits agricoles devraient être offertes aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres marchandises et être commercialement viables. Les droits de douane doivent être la seule forme de protection, la progressivité des droits doit être éliminée et les crêtes tarifaires réduites. Les négociations de 1999 doivent se traduire par une forte réduction de tous les droits de douane, des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits de douane, et assurer une expansion considérable des possibilités d'accès aux marchés pour les produits agricoles, y compris les produits à valeur ajoutée. Il faut achever l'élimination des obstacles non tarifaires, sans exception. Le volume des échanges assujettis à des contingents tarifaires doit être accru dans une large mesure. L'application de contingents tarifaires ne doit pas réduire l'ampleur ni la valeur des possibilités d'accès aux marchés, surtout pour les produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement.

Soutien interne

Le niveau global du soutien interne à l'agriculture reste de loin supérieur à celui des subventions accordées à d'autres branches d'activité. Les négociations de 1999 doivent déboucher sur des réductions importantes du soutien interne pour tous les produits agricoles. Il faut éliminer toutes les subventions internes ayant des effets de distorsion sur le commerce et autoriser uniquement les formes de soutien qui n'ont pas de tels effets. On examinera de près les compensations au titre de la suppression du soutien des prix et le Groupe de Cairns s'efforcera d'obtenir que les mesures de soutien des revenus ou autres mesures de soutien interne soient ciblées, transparentes et entièrement découplées, afin qu'elles ne faussent pas la production et les échanges.

Les négociations de l'OMC sur l'agriculture doivent commencer avant la fin de 1999. Le Groupe de Cairns veillera à ce que les préparatifs nécessaires aient été menés à bien pour que les négociations commencent dans les délais prévus et qu'elles s'achèvent le plus rapidement possible. Le processus de réforme doit se poursuivre au même rythme, l'objectif étant de mettre le commerce des produits agricoles sur un pied d'égalité avec le commerce des autres marchandises.
